



Crédit photo, PN des Écrins



Le 11 janvier dernier le Président Emmanuel Macron, revêtant son costume de chevalier blanc de la biodiversité, s'est particulièrement illustré lors de l'opération de communication de la 4^e édition du [«One Planet Summit »](#) dédiée aux enjeux de protection de la biodiversité.

Avec une telle posture, le grand public pourrait penser que ce Président a compris les enjeux et agit dans son pays pour la sauvegarde de la biodiversité. D'ailleurs à grand renfort de communication il a lancé une [stratégie nationale](#) pour renforcer les aires protégées. Avec quels moyens ?

Parcs nationaux : des ressources humaines indispensables

Le Sne-FSU* (Syndicat National de l'Environnement) dénonce une opération de communication et demande à nouveau des moyens humains pour sauvegarder la capacité de travail des parcs nationaux et au-delà de l'ensemble des acteurs de la biodiversité.

Depuis plusieurs années, les parcs nationaux, fleurons de la protection de la nature sont à « l'os » comme l'a exprimé la députée Barbara Pompili en 2019.

En 2020 les personnels administratifs, techniques, chargés de mission etc. des parcs nationaux et les élus de leurs conseils d'administration se sont à nouveau mobilisés, sans succès, pour obtenir des moyens à la hauteur du travail à accomplir. Car ce sont bien des femmes et des hommes qui étudient,



Crédit photo, PN des Cévennes

gèrent, protègent, sécurisent, entretiennent au quotidien ces zones naturelles

protégées dont nous sommes si fiers en France et qui attirent chaque année plus de 8 millions de visiteurs.



Manifestation des personnels du parc national des Cévennes le 04 février 2021 à Florac
Crédit photo, PN des Cévennes

Le dernier mensonge d'Emmanuel Macron

Le 21 décembre 2020 le porte-parole des Président des Conseil d'Administration des parcs nationaux a écrit à Emmanuel Macron pour demander ces moyens humain. ([le courrier](#))

Le 22 janvier dernier l'Élysée lui a répondu, par ce mensonge : « *La loi de finances 2021 prévoit de mettre fin à la baisse des effectifs des parcs nationaux qui ont perdu entre 15 et 20 % de leurs personnels ces 10 dernières années.* » ([la réponse de l'Élysée](#))

L'Élysée oublie de dire que le 11ème parc national se fera sans moyens supplémentaires, que le gâteau « parc national » sera partagé en 11 au lieu de 10. Ainsi le 11^e parc national ([parc national de Forêts](#) aux confins de la Champagne et de la Bourgogne) assurera son existence en 2021 en vampirisant une partie des moyens des parcs nationaux existants, aggravant leur situation.

Quant aux augmentations de dotation pour les parcs nationaux évoquées par l'Élysée, il ne s'agit que d'un rattrapage tant la situation est préoccupante.

Une politique environnementale française à la dérive

La France a eu sur les 10 dernières années 10 ministres de l'Environnement soit une moyenne de 1 par an, avec une constante : des moyens en berne pour une politique des petits pas dénoncée en 2018 par le ministre démissionnaire Nicolas Hulot. La dernière ministre en date, Barbara Pompili, a reçu le 26 janvier dernier

comme « récompense » de son incapacité à peser sur les choix politiques le « [Boulet du climat 2020](#) » décerné par Greenpeace.

La France ne compte que 1,28 % d'espaces naturels en protection forte en majorité les cœurs des parcs nationaux. Comment croire alors que nous allons créer d'ici 2022 10 % d'espaces naturels en protection forte sans y mettre des moyens ambitieux à la hauteur des enjeux dévoilés par l'[IPBES](#).

Les contribuables « vaches à lait » de la biodiversité

Depuis 2018, l'État s'est désengagé du financement des parcs nationaux. Désormais ce sont les factures d'eau des français qui financent la biodiversité, suivant le principe de la vache à lait. **La biodiversité ne mérite même plus sa propre enveloppe budgétaire, ni une fiscalité dédiée.**

Dans ces conditions **le Sne-FSU dénonce le « Bla-bla » d'Emmanuel Macron.** Car il ne suffit pas de signer des décrets de création d'aires protégées pour protéger la biodiversité, il faut aussi lui attribuer des moyens et en particulier des moyens humains pour espérer la reconquérir. **Où sont-ils ?**

Contacts Presse :

Frédéric Goulet, parc national des Ecrins : 06 67 68 49 13

Sandrine Descaves, parc national des Cévennes : 06 74 37 37 67



Parcs nationaux en danger - Crédit photo SNE-FSU

*Le syndicat national de l'environnement, en abrégé Sne-FSU, est un syndicat français membre de la FSU syndiquant les personnels du ministère de la transition écologique (MTE), du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, du ministère de la mer, de leurs établissements sous tutelle et de manière plus générale des structures actives dans le domaine de l'environnement.